



Ville de Vitry-sur-Seine

DIRECTION DES AFFAIRES REGLEMENTAIRES
Service de la commande Publique et des Achats - 250

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

établi en application du Code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur :

Ville de Vitry-sur-Seine en qualité de coordonnateur des groupements de commandes :
Ville/CCAS – ville/SIDORESTO – Ville/Théâtre Jean Vilar

Hôtel de Ville
2, avenue Youri Gagarine
94407 Vitry sur Seine Cedex

ACQUISITION ET MONTAGE DE MOBILIER DE BUREAU NEUF ET ISSU DU REEMPLOI OU DE LA REUTILISATION (RECONDUCTIBLE 3 FOIS)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1 à L2124-2 et R2124-1 à R2124-2 du Code de la commande publique

Date limite de remise des offres fixée dans l'avis public d'appel à la concurrence

SOMMAIRE

Article 1 - Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 - Dispositions générales du marché	3
2-1-Objet du marché	3
2-2-Décomposition du marché	3
2-3-Variantes et options	4
2-4-Forme juridique de l'attributaire.....	4
2-5-Délai de validité des offres	4
2-6-Langue utilisée.....	5
Article 3 - Dossier de consultation des entreprises	5
3-1-Contenu du dossier de consultation.....	5
3-2-Mise à disposition du dossier de consultation	5
3-3-Modifications de détail au dossier de consultation	5
Article 4 - Présentation des offres	5
4-1-Justificatifs de candidature :.....	5
4-2-Pièces qui constituent l'offre :	6
4-3-Visite sur site.....	7
Article 5 - Conditions d'envoi et de remise des offres	7
5-1 Remise des plis par voie électronique.....	7
5-2 Copie de sauvegarde	7
5-3-Rematéralisation	8
Article 6 - Jugement des offres et analyse des candidatures	8
6-1-Jugement des offres.....	8
6-1-1 Critères de notation pour le lot n°1	8
6-1-2 Critères de notation pour le lot n°2	9
6-1-3 Critères de notation pour le lot n°3	9
6-2-Sélection des candidatures	10
Article 7 – Attribution du marché	10
Article 8 - Renseignements complémentaires.....	11
Article 9 – Voies et délai de recours.....	11

Article 1 - Pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur :

Ville de Vitry-sur-Seine en qualité de coordonnateur des groupements de commandes suivants :
Ville/CCAS – ville/SIDORESTO – Ville/Théâtre Jean Vilar

Coordonnateur	Siège social
Ville de Vitry-sur-Seine Direction des affaires réglementaires Service commande publique et achats	2 avenue Youri Gagarine 94400 Vitry-sur-Seine Téléphone : 01.46.82.80.00 Profil acheteur : https://marches.maximilien.fr
Membres des groupements de commandes	Siège social
Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS)	2 avenue Youri Gagarine 94400 Vitry-sur-Seine
Syndicat intercommunal de restauration (SIDORESTO)	24 rue Grétilat 94400 Vitry-sur-Seine
Théâtre Jean Vilar (TJV)	1 Place Jean Vilar 94400 Vitry-sur-Seine

Article 2 - Dispositions générales du marché

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur l'acquisition et le montage de mobilier de bureau neuf et issu de réemploi ou de la réutilisation (reconductible 3 fois).

2-2-Décomposition du marché

La consultation donnera lieu à un accord-cadre alloti, fixant toutes les stipulations contractuelles, conformément aux articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique, dont les **montants annuels** sont compris entre :

	Montant Minimum annuel	Montant Maximum annuel
Lot 1 : Mobilier courant neuf		
Ville	0 € HT	220 000 € HT
CCAS	0 € HT	5 000 € HT
SIDORESTO	0 € HT	5 000 € HT
Théâtre Jean Vilar	0 € HT	20 000 € HT
TOTAL ANNUEL HT	0 € HT	250 000 € HT
TOTAL HT SUR LA DUREE MAXIMUM DU MARCHE (4 ans)	0 € HT	1 000 000€ HT

	Montant Minimum annuel	Montant Maximum annuel
Lot 2 : Mobilier adapté neuf pour les agents		
Ville	0 € HT	30 000 € HT
Théâtre Jean Vilar	0 € HT	5 000 € HT
TOTAL ANNUEL HT	0 € HT	35 000 € HT
TOTAL HT SUR LA DUREE MAXIMUM DU MARCHE (4 ans)	0 € HT	140 000€ HT

	Montant Minimum annuel	Montant Maximum annuel
Lot 3 : Mobilier issu du réemploi ou de la réutilisation		
Ville	0 € HT	50 000 € HT
CCAS	0 € HT	5 000 € HT
SIDORESTO	0 € HT	2 000 € HT
Théâtre Jean Vilar	0 € HT	20 000 € HT
TOTAL ANNUEL HT	0 € HT	77 000 € HT
TOTAL HT SUR LA DUREE MAXIMUM DU MARCHE (4 ans)	0 € HT	308 000 € HT

2-3-Variantes et options

Sans objet.

2-4-Forme juridique de l'attributaire

Le marché sera attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

L'acheteur public interdit aux candidats, conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique, de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

2-5-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

2-6-Langue utilisée

Conformément aux articles R.2143-16 et R.2151-12 du code de la commande publique, les documents produits par les entreprises dans une autre langue que le français sont accompagnés d'une traduction en français.

Il n'est pas exigé de traduction certifiée, sauf si un d'intérêt général le justifie.

Article 3 - Dossier de consultation des entreprises

3-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les documents suivants pour chaque lot :

- le règlement de la consultation (RC),
- l'acte d'engagement (AE),
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)/Détail Quantitatif Estimatif (DQE) annexé à l'acte d'engagement
- Annexe au RC - promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des opérateurs économiques - questionnaire à compléter
- le cadre de réponse

Promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, la collectivité souhaite promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes par le biais de la commande publique. À cet effet, vous êtes invités à renseigner un questionnaire joint au dossier de consultation.

Ce questionnaire ne fera pas l'objet d'une notation dans le cadre de l'analyse comparative des offres.

3-2-Mise à disposition du dossier de consultation

L'acheteur public met à disposition gratuitement le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr>.

Il est recommandé aux candidats téléchargeant le DCE de s'identifier par une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions, rectifications ou réponse aux questions posées par les candidats.

3-3-Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard **10 jours avant la date limite de remise des offres**, des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite visée ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des offres

Le dossier à remettre par chaque candidat individuel ou chaque groupement d'entreprises candidat, doit comprendre les pièces suivantes :

4-1-Justificatifs de candidature :

Les candidats peuvent présenter leur candidature :

- Soit à partir des **formulaires DC1 et DC2**, décrits ci-dessous :
- Une lettre de candidature suivant le modèle DC1 (téléchargeable sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou document équivalent permettant

d'identifier l'entreprise candidate ou l'ensemble des membres d'un groupement candidat (et portant désignation du mandataire et habilitation des cotraitants),

- Une déclaration du candidat suivant le modèle DC2 (téléchargeable sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou document équivalent, à produire par chaque candidat individuel ou par chaque membre d'un groupement,



Il est recommandé aux candidats de vérifier la dernière date de mise à jour des formulaires DC1 et DC2 qui est celle du **21/11/2023**.

- Soit à partir du **Document Unique de Marché Européen (DUME)** disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/opérateur-economique/creer>

Le DUME est un formulaire par lequel le candidat auto-déclare sa situation financière, sa capacité et son aptitude à participer à des marchés publics. Le DUME, qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, pourra être réutilisé par le pouvoir adjudicateur à condition que les informations renseignées soient toujours valables et pertinentes par rapport aux exigences du pouvoir adjudicateur. Le DUME électronique est accepté.

Les candidats transmettront également les documents, ci-dessous, de présentation de leurs capacités à exécuter le marché **à l'appui de leur candidature** :

- Déclaration du chiffre d'affaires (CA) hors taxes au cours des 3 derniers exercices,
- Déclaration des effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Déclaration des références professionnelles publiques ou privées sur les trois dernières années, indiquant la dénomination sociale et le chiffre d'affaires annuel HT réalisé,
- Copie du ou des jugements prononcés si le candidat ou un des membres du groupement candidat est en redressement judiciaire.

En application des articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la commande publique, **pour chaque sous-traitant** éventuel présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de la déclaration de sous-traitance :

- Un document présentant les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 et L.8251-2 du Code du Travail

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité professionnelle, économique et financière par tout autre moyen approprié.

4-2-Pièces qui constituent l'offre :

Pour chaque lot :

- L'**Acte d'Engagement** dûment **signé et rempli** par une personne habilitée à engager le soumissionnaire
- La **Déclaration de sous-traitance** éventuelle (DC4) pour les prestations assimilables à des prestations de services,
- Le **Bordereau des prix unitaires/Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE)** annexé à l'AE
- **Catalogue(s)** papier ou dématérialisé(s) (communication du lien ou autre support dématérialisé)
- **Fiches techniques** rédigées en français des articles précisés dans le BPU/DQE
- Le **cadre de réponse**

A NOTER : les candidats ne doivent en aucun cas joindre à leur offre le RC et/ou le CCP signés. Seule la version du pouvoir adjudicateur fait foi.

4-3-Visite sur site

Sans objet

Article 5 - Conditions d'envoi et de remise des offres

Les offres doivent parvenir **avant la date et l'heure limite indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence**.

5-1 Remise des plis par voie électronique

Les **offres doivent obligatoirement être remises par voie électronique** conformément aux articles R2132-1 à R2132-14 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur reçoit la transmission des offres des candidats par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr>.

Sur l'outil de gestion dématérialisée des marchés publics de la Ville, le dépôt d'une offre requiert une inscription (inscription gratuite) qui permet, outre le dépôt des plis, de souscrire gratuitement à un système d'alerte par mail des avis de marchés passés par la Ville dans votre secteur d'activité. L'inscription donne aussi accès au manuel candidat pour vous guider dans la remise de vos propositions.

Les documents devront être transmis aux formats bureautiques courants (Word, Excel, PDF, ...).



La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

En cas de problèmes, la hotline de Maximilien.fr est disponible au : **+33 1 76 64 74 08 du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00**.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter la hotline technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques reçues après la date et l'heure limites fixées pour le présent règlement ne seront pas retenues. **En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis.**

5-2 Copie de sauvegarde

Le candidat peut faire parvenir au pouvoir adjudicateur, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (ex : clé USB) ou papier avant la date et l'heure limites de remise des plis. L'enveloppe doit porter la mention « **Copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR** ». La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas où le pli dématérialisé serait corrompu par un logiciel malveillant ou un virus ou en cas de défaillance du système informatique. A l'issue de la procédure dématérialisée, toute copie de sauvegarde non ouverte sera détruite.

La copie de sauvegarde papier ou sur support physique électronique sera envoyée ou déposée à l'adresse à l'adresse suivante :

Hôtel de Ville
Direction des Affaires Réglementaires
Service de la Commande Publique et des Achats
Zone verte – 2^{ème} étage – Porte n°2
2, avenue Youri Gagarine
94400 Vitry-sur-Seine

5-3-Remat rialisation

Les candidats sont informés que l'acte d'engagement transmis par voie électronique pourra être remat rialis  au stade de l'attribution du marché. Une **signature manuscrite** d'une personne habilitée à engager l'entreprise sera demand e, suivie de sa transmission par voie postale. Il est précisé que l'acte d'engagement et les autres pièces éventuelles doivent être conformes à l'offre remise électroniquement.

Article 6 - Jugement des offres et analyse des candidatures

Conformément à l'article R2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur décide, pour la présente consultation, de procéder à l'examen et au jugement des offres avant l'examen des candidatures. Cependant, le marché ne sera attribué qu'à un candidat qui n'est pas sous le coup de motifs d'exclusion aux procédures de marchés publics et qui remplit le critère de sélection des candidatures.

6-1-Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué, conformément aux articles L2152-7, L2152-8 et R2152-1   R2152-12 du Code de la commande publique au moyen des critères pondérés suivants :

6-1-1 Critères de notation pour le lot n 1

Critère et Sous-critères	Pondération	Eléments d'appréciation	Méthode de notation
CRITERE N� 1 : VALEUR TECHNIQUE (40 points)			
<u>Sous-critère 1 :</u> Qualité et diversité des mobiliers proposés	sur 20	Qualité appréciée sur la base des fiches techniques (fonctionnalité, ergonomie et esthétique) et diversité appréciée sur la base du ou de(s) catalogue(s)	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 5 = Insuffisant 10 = Passable 15 = Satisfaisant 20 = Très satisfaisant
<u>Sous-critère 2 :</u> Performance du service commercial et du service après-vente	sur 20	Appréciation de la qualité de l'organisation générale au vu des moyens humains et techniques mis à disposition : - modalités de prise de commandes, - pertinence de la capacité de conseil technique, - expérience de l'équipe opérationnelle dédiée - et SAV (assistance technique, reprise, échange)	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 5 = Insuffisant 10 = Passable 15 = Satisfaisant 20 = Très satisfaisant
CRITERE N� 2 : PRIX (50 points)			
<u>Critère n� 2 :</u> Prix	sur 50	sur la base du montant total estimatif T.T.C. renseigné dans le BPU/DQE	(montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat) X 50
CRITERE N� 3 : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE (10 points)			
<u>Critère 3 :</u> Performance environnementale	Sur 10	Appréciées au regard des éléments apportés dans le cadre de réponse sur : - Démarche environnementale du processus de fabrication - Gestion de fin de vie du mobilier (reprise, recyclage, reconditionnement...)	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 2,5 = Insuffisant 5 = Passable 7,5 = Satisfaisant 10 = Très satisfaisant

6-1-2 Critères de notation pour le lot n°2

Critère et Sous-critères	Pondération	Eléments d'appréciation	Méthode de notation
CRITERE N° 1 : VALEUR TECHNIQUE (40 points)			
Sous-critère 1 : Qualité et cohérence des mobiliers proposés dans le BPU/DQE	sur 20	Appréciation sur la base des fiches techniques en fonction des caractéristiques suivantes : - fonctionnalités - ergonomie - cohérence du mobilier proposé au regard du handicap ou d'une restriction médicale identifié(e).	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 5 = Insuffisant 10 = Passable 15 = Satisfaisant 20 = Très satisfaisant
Sous-critère 2 : Service de conseils pour l'adaptation du mobilier au handicap, service après-vente et assistance technique	sur 20	Appréciation au regard des éléments apportés dans le cadre de réponse sur les éléments suivants : conseils en implantation, force de proposition selon la restriction médicale de l'agent, possibilité de tester le matériel et démonstration, possibilité de changer de matériel lorsqu'il ne convient pas, aide à l'installation et utilisation du matériel, expérience de l'équipe opérationnelle affectée à la prestation, etc...	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 5 = Insuffisant 10 = Passable 15 = Satisfaisant 20 = Très satisfaisant
CRITERE N° 2 : PRIX (50 points)			
Critère n° 2 : Prix	sur 50	sur la base du montant total estimatif T.T.C. renseigné dans le BPU/DQE	(montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat) X 50
CRITERE N° 3 : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE (10 points)			
Critère 3 : Performance environnementale	Sur 10	Appréciables au regard des éléments apportés dans le cadre de réponse sur : - Démarche environnementale du processus de fabrication - Gestion de fin de vie du mobilier (reprise, recyclage, reconditionnement...)	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 2,5 = Insuffisant 5 = Passable 7,5 = Satisfaisant 10 = Très satisfaisant

6-1-3 Critères de notation pour le lot n°3

Critère et Sous-critères	Pondération	Eléments d'appréciation	Méthode de notation
CRITERE N° 1 : VALEUR TECHNIQUE (40 points)			
Sous-critère 1 : Traçabilité et sécurité des articles	sur 20	Appréciation au regard des éléments apportés dans le cadre de réponse sur la description des processus de collecte et de contrôle du mobilier permettant d'assurer la sécurité des articles proposés à la vente.	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 5 = Insuffisant 10 = Passable 15 = Satisfaisant 20 = Très satisfaisant
Sous-critère 2 : Performance du service commercial et du service après-vente	sur 20	Appréciation de la qualité de l'organisation générale au vu des moyens humains et techniques mis à disposition : - modalités de prise de commandes, - pertinence de la capacité de conseil technique, - expérience de l'équipe opérationnelle dédiée - et SAV (assistance technique, reprise, échange)	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 5 = Insuffisant 10 = Passable 15 = Satisfaisant 20 = Très satisfaisant

CRITERE N° 2 : PRIX (50 points)			
Critère n° 2 : Prix	sur 50	sur la base du montant total estimatif T.T.C. renseigné dans le BPU/DQE	(montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat) X 50
CRITERE N° 3 : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE (10 points)			
Critère 3 : Performance environnementale	Sur 10	Appréciée au regard des éléments apportés dans le cadre de réponse sur la démarche environnementale du processus de reconditionnement	0 = réponse inappropriée ou absence de réponse 2,5 = Insuffisant 5 = Passable 7,5 = Satisfaisant 10 = Très satisfaisant

A noter, les éventuelles erreurs de multiplication ou d'addition constatées dans le BPU/DQE seront rectifiées. C'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres. Toutefois, si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le BPU/DQE pour le mettre en harmonie avec le prix correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

Classement des offres :

Les points obtenus pour l'ensemble critères sont cumulés. Le candidat ayant le nombre de points le plus important est réputé avoir déposé l'offre économiquement la plus avantageuse au sens de l'article R2152-7 du Code de la commande publique, et est classé en première position du classement des offres. Les autres offres prennent place dans ce classement par ordre décroissant.

Si deux ou plusieurs candidats se retrouvent à égalité de points au classement général de l'ensemble des critères, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur le critère technique sera classé en position supérieure au classement général. Si les candidats classés premiers se retrouvent à égalité de points sur la totalité des critères ainsi que sur le critère valeur technique, le pouvoir adjudicateur les départagera sur le critère Prix. Le pouvoir adjudicateur attribuera alors le marché au candidat le moins disant.

6-2-Sélection des candidatures

L'analyse des candidatures sera effectuée, conformément aux articles L2142-1 et R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique, au moyen du critère suivant :

Capacités économiques, financières, techniques et professionnelles nécessaires pour l'exécution du marché au regard des éléments demandés à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

Article 7 – Attribution du marché

Le candidat ou le groupement candidats retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les documents visés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique, soit :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
L'Arrêté du 25 mai 2016 fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession. Les attestations sociales peuvent être téléchargées sur le site www.urssaf.fr et fiscales sur le site www.impots.gouv.fr

Le candidat retenu recevra une demande en ce sens indispensable à l'attribution du marché.

A défaut de fourniture de ces documents par le candidat classé en première position, le marché sera attribué au candidat suivant s'il fournit les attestations et certificats exigés.

Article 8 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements techniques complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude et au **moins 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**, les candidats devront déposer leurs éventuelles questions sur la plateforme dématérialisée :

<https://marches.maximilien.fr>

Afin de respecter le principe d'égalité de traitement :

- aucune réponse ne sera donnée individuellement,
- toutes les questions doivent être posées sur la plateforme Maximilien.

Article 9 – Voies et délai de recours

Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Organe chargé des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 MELUN

Téléphone : 01.60.56.66.30

Télécopieur : 01.60.56.66.10

Adresse internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus pour l'introduction des recours :

Greffe du tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 MELUN

Téléphone : 01.60.56.66.30

Télécopieur : 01.60.56.66.10

Adresse internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr>